

ORGANISME COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES



**MISE A DISPOSITION D'UNE SOLUTION D'ALERTE POUR LES TRAVAILLEURS
ISOLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Accord-cadre n° 02-2026

Accord-cadre passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 3°
du Code de la commande publique

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
*****	2
<u>PREAMBULE</u>	4
<u>ARTICLE 1 – ORGANISATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES</u>	4
1.1 - Membres du groupement de commandes	4
1.2 - Coordonnateur du groupement de commandes	5
1.3 – Rôles respectifs du coordonnateur et des autres membres du groupement	5
<u>ARTICLE 2 – OBJET, FORME ET TYPE DE L’ACCORD-CADRE</u>	5
2.1 - Objet de l’accord-cadre	5
2.2 - Forme de l’accord-cadre	6
2.3 - Type d’accord-cadre	7
2.4 - Limites du droit d’exclusivité de l’accord-cadre	7
<u>ARTICLE 3 – REGLEMENTATION</u>	7
<u>ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE</u>	7
<u>ARTICLE 5 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE</u>	8
<u>ARTICLE 6 –PRIX</u>	8
6.1 - Contenu des prix des marchés	8
6.2 - Prix de règlement	8
6.3 - Revalorisation des prix	9
<u>ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT</u>	10
7.1 - Facturation	10
7.2 - Echéances et périodicité des paiements	10
7.3 - Délai global de paiement – Intérêts moratoires	10
7.4 - Modalités de paiement	11
<u>ARTICLE 8 – MODALITES DE GESTION DES COMMANDES ET ABONNEMENT</u>	11
8.1 - Mode de passation des commandes	11
8.2 - Gestion opérationnelle des demandes	11
8.3 - Résiliation d’abonnement	12
8.4 - Dispositions générales	12
<u>ARTICLE 9 – TRANSPORT-LIVRAISON DES BALISES ET ACCESSOIRES</u>	12
9.1 - Transport	12
9.2 - Mode de livraison	12
<u>ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISION APRES VERIFICATION</u>	13
10.1 - Vérification quantitative et qualitative	13
10.2 - Décision après vérification	13
10.3 – Opération de vérification spécifique au bon fonctionnement de l’application installée dans les smartphones propriété de l’acheteur	13
<u>ARTICLE 11 – PENALITES</u>	14
11.1 – Les cas de pénalités	14
11.2 -Règles générales relatives à l’application des pénalités	15
<u>ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE</u>	15
<u>ARTICLE 13 – RESPONSABILITES / ASSURANCES</u>	15
13.1 - Responsabilité	15
13.2 - Assurances	16
13.3 - Garantie de qualité de services et de respect des engagements	16
<u>ARTICLE 14 – OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE</u>	16
14.1 – Informations générales	16
14.2 – Documents à fournir semestriellement	17
14.3 – Confidentialité des données	17
14.4 – Le traitement des données personnelles au regard du RGPD	17
<u>ARTICLE 15 – CLAUSE DE REEXAMEN</u>	18

ARTICLE 16 – RESILIATION	18
16.1 Cas général	18
16.2 En cas de non-conformité des appareils.....	19
ARTICLE 17 – LITIGES	19
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU C.C.A.G-FCS	19

PREAMBULE

Au sein de la Sécurité sociale, une démarche sûreté a été engagée par la branche Famille au titre du volet prévention du PCA. Elle consiste à mettre en place une politique en matière de sûreté et à prévenir notamment des risques d'attentat.

Dans le cadre de cette politique, les Caisses d'allocations familiales (Caf) sont invitées à lancer des marchés pour **l'acquisition de dispositifs d'alarme du travailleur isolé (DATI)**.

A cette fin, des Caf des régions de Bretagne, Normandie, Centre-Val-de-Loire et Pays -de-Loire se sont regroupées pour effectuer un achat mutualisé. Elles ont constitué un groupement de commandes relatif à un accord-cadre inter-régional sur « **la mise à disposition d'une solution de dispositifs d'alarme du travailleur isolé (DATI)** », avec pour coordonnateur la Caf d'Ille-et-Vilaine.

ARTICLE 1 – ORGANISATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

1.1 - Membres du groupement de commandes

Les membres du groupement de commandes sont les organismes suivants :

- Caisse d'allocations familiales du Finistère dont le siège se situe 1 rue de Portzmoguer – 29200 BREST
- Caisse d'allocations familiales d'Ille et Vilaine dont le siège se situe Cours des Alliés - 35028 RENNES Cedex 9
- Caisse d'Allocations Familiales du Morbihan dont le siège se situe 70 Rue de Sainte-Anne - 56000 VANNES
- Caisse d'allocations familiales de Seine Maritime dont le siège se situe 65, Avenue Jean Rondeaux - CS 86017 - 76017 ROUEN Cedex
- Caisse d'allocations familiales de la Manche dont le siège se situe 63 Bd Amiral Gauchet - 50300 AVRANCHES
- Caisse d'Allocations Familiales de l'Orne dont le siège se situe 14 rue du 14ème Hussards - 61000 ALENCON
- Caisse d'allocations familiales de l'Eure dont le siège se situe 11 allée des Soupirs - CS 82601 – 27026 EVREUX Cedex
- Caisse d'allocations familiales du Calvados dont le siège se situe 8 avenue du Six-Juin – 14023 CAEN Cedex
- Caisse d'Allocations Familiales de Loir-et-Cher, dont le siège se situe 6 rue Louis Armand - 41015 BLOIS cedex
- Caisse d'Allocations Familiales d'Eure-et-Loir dont le siège se situe 10 Rue Charles Victor Garola - 28035 CHARTRES cedex
- Caisse d'Allocations familiale de la Sarthe dont le siège se situe 178 avenue Bollée - 72034 LE MANS cedex 9

- Caisse d'Allocations Familiales de l'Indre et Loire (Touraine), dont le siège se situe Cité Administrative Champ Girault, 1 rue Fleming - 37 045 TOURS cedex 9
- Caisse d'Allocations Familiales de la Loire Atlantique, dont le siège se situe 22 rue de Malville – 44100 NANTES
- Caisse d'Allocations Familiales du Loiret, dont le siège se situe 2 place Saint-Charles – 45946 ORLEANS
- Caisse d'Allocations familiale de la Mayenne dont le siège se situe 11 quai Paul Boudet - 53088 LAVAL cedex 9
- Caisse d'Allocations Familiales de l'Indre dont le siège se situe 193 avenue de la Châtre - 36009 CHATEAUROUX cedex
- Caisse d'Allocations Familiales de la Vendée dont le siège se situe 109 Boulevard Louis Blanc - 85932 LA ROCHE SUR YON cedex 9

1.2 - Coordonnateur du groupement de commandes

L'organisme coordonnateur du groupement de commandes contractant est la Caisse d'Allocations Familiales d'Ille et Vilaine dont le siège se situe à l'adresse suivante : Cours des Alliés – 35028 RENNES Cedex 9.

1.3 – Rôles respectifs du coordonnateur et des autres membres du groupement

* Le coordonnateur du Groupement a en charge :

- L'organisation de la procédure de consultation jusqu'à la désignation du titulaire,
- La signature et la notification de l'accord-cadre avec le titulaire,
- La signature des éventuelles modifications de l'accord-cadre,
- Certaines missions de gestion administrative conformément aux stipulations contractuelles de l'accord-cadre.

* Les Membres du Groupement ont en charge chacun pour ce qui les concerne :

- La signature et la notification de leur propre marché subséquent avec le titulaire,
- La gestion de l'exécution de leur propre marché subséquent (modification, résiliation,...),
- Le contrôle des prestations dans les conditions du présent cahier des charges pour ce qui les concerne,
- Le règlement des prestations.

ARTICLE 2 – OBJET, FORME ET TYPE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la mise à disposition d'une solution d'alerte pour les travailleurs isolés des Caf adhérentes au groupement de commande.

Selon les souhaits des organismes, cette solution prendra la forme :

- d'une acquisition de balise,
- et/ou
- d'une installation d'une application Dati sur les smartphones des organismes

La description technique des matériels, des services associés et des prestations à réaliser est précisée au CCTP et son annexe.

2.2 - Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire passé par la Caf d'Ille et Vilaine avec :

- Pour l'acquisition de balises :
 - un engagement minimum de : 213 balises
 - un engagement maximum de : 351 balises

Le nombre de commande estimative de dispositif est de : 276 balises

- Pour le recours à la solution smartphone :
 - un engagement minimum de : 32 solutions smartphone
 - un engagement maximum de : 86 solutions smartphone...

Le nombre de commande estimative de dispositif est de : 62 solutions smartphone

- Décomposé de la manière suivante :

Organismes	1 - Balises			2 - Logiciel Smartphones		
	Mini	Maxi	Estimation	Mini	Maxi	Estimation
Caf du Finistère (29)	26	34	30	0	0	0
Caf d'Ille-et-Vilaine (35)	47	60	55	0	0	0
Caf du Morbihan (56)	8	10	8	0	0	0
Caf de Seine-Maritime (76)	15	20	15	0	0	0
Caf de la Manche (50)	25	40	35	0	0	0
Caf de l'Orne (61)	1	3	1	10	18	15
Caf de l'Eure (27)	10	20	14	0	0	0
Caf du Calvados (14)	6	13	8	7	12	9
Caf de Loir-et-Cher (41)	1	3	2	5	11	8
Caf d'Eure-et-Loir (28)	0	15	3	0	14	11
Caf de la Sarthe (72)	25	35	30	0	0	0
Caf d'Indre et Loire (Touraine 37)	6	18	10	10	15	12
Caf de Loire Atlantique (44)	10	12	11	0	0	0
Caf du Loiret (45)	1	9	7	0	9	6
Caf de la Mayenne (53)	5	12	7	0	7	1
Caf de l'Indre (36)	7	12	9	0	0	0
Caf de la Vendée (85)	20	35	31	0	0	0

L'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents à bons de commande entre le titulaire de l'accord-cadre et chacune des Caf mentionnées à l'article 1.1 du présent CCAP.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Les marchés subséquents seront exécutés au moyen de bons de commandes conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

2.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre signé sera un accord-cadre de fournitures et de services soumis aux dispositions Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS).

2.4 - Limites du droit d'exclusivité de l'accord-cadre

Les organismes concernés par la commande d'applications smartphone conservent la possibilité de s'adresser à un **fournisseur tiers**, mais **uniquement** dans le cas où l'application proposée par le titulaire serait **techniquement incompatible** avec les smartphones utilisés au sein de ces organismes (cf. annexe 1 du CCTP « logiciel smartphones »).

En revanche, **toute commande de balises doit impérativement être effectuée dans le cadre du présent marché**. Ainsi, même si un organisme choisit un autre fournisseur pour la partie « application smartphone », il demeure **contractuellement tenu de passer l'acquisition des balises auprès du titulaire du marché**, sans possibilité de recours à un prestataire externe pour ce type d'équipement.

ARTICLE 3 – REGLEMENTATION

L'accord-cadre est passé dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L124-4 du Code de la Sécurité Sociale, l'arrêté du 19 juillet 2018 pris pour son application et conformément aux dispositions de Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'Acte d'Engagement du titulaire et son BPU
- 2) Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'organisme coordonnateur fera foi.
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe 1 dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'organisme coordonnateur fera foi.
- 4) Le C.C.A.G.- F.C.S. (Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services).
- 5) Le cadre de réponse « valeur technique » joint à l'offre du titulaire
- 6) Les fiches techniques des équipements
- 7) Le contrat portant clauses de sous-traitance relative au traitement des données personnelles
- 8) Le questionnaire complété par le titulaire sur le respect du RGPD

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales de vente du titulaire, tarifs, documentation,), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite.

ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa notification mais la mise en service des dispositifs et de la téléassistance se fera à compter du 14 mai 2026 pour tous les organismes. L'accord-cadre ne pourra pas faire l'objet de reconduction et se terminera le 13 mai 2030.

La période transitoire entre la notification de l'accord-cadre et la mise en service des équipements et de la téléassistance permettra, notamment, la notification des marchés subséquents des différents organismes du groupement puis le déploiement des équipements.

Il pourra être mis fin à l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 16 du présent document

ARTICLE 6 –PRIX

6.1 - Contenu des prix des marchés

Les prix indiqués à l'annexe financière sont réputés comprendre l'ensemble des prestations décrites au présent cahier des charges ainsi que toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison (franco de port), ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix unitaires mentionnés au B.P.U sont réputés franco de port et d'emballage quel que soit la quantité commandée et le montant facture.

En complément de l'article 10.1.3 du C.C.A.G-F.C.S, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

6.2 - Prix de règlement

Les prestations et matériels livrés faisant l'objet de cet accord cadre seront rémunérés sur la base des prix portés figurant dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) appliqués aux quantités réellement exécutées.

Pour les frais de gestion du dispositif, le prix s'entend par abonnement mensuel sur la base du nombre d'abonnés durant le mois précédent.

Tout nouvel abonnement sera facturé au prorata du nombre de jours où l'abonné aura détenu l'appareil.

En cas de résiliation, le prix facturé sera calculé au prorata du nombre de jours compris entre le début du mois et le jour de la réception de la demande par le titulaire.

En cas de retard dans le remplacement des transmetteurs défectueux, des consommables nécessaires au fonctionnement ou tout autre motif technique empêchant l'utilisation normale du dispositif, le montant dû sera suspendu à partir de la date d'expiration du délai contractuel demandant la réparation et la date réelle de remise en service.

6.3 - Revalorisation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du C C A G – F C S, les variations du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations de cet article.

Les prix seront fermes et non révisables pour la première année de l'accord-cadre.

Les prix sont, ensuite, révisables annuellement.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent le mois de remise des offres soit février 2026. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

La révision des prix s'effectuera selon la formule suivante :

$$P = P_o \times \left(\frac{I}{I_o} \right)$$

dans laquelle :

P : prix de règlement

P o : prix initial, tel qu'indiqué dans l'annexe financière à l'acte d'engagement lors de la soumission à l'accord-cadre

I = dernière valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.20 – Services de systèmes de sécurité – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766603 connue et publiée au moment de la révision

I_o = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.20 – Services de systèmes de sécurité – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766603 connue et publiée le mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres

Les différents indices sont publiés sur le site de l'INSEE.

La formule de révision est calculée avec quatre décimales et le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur (c'est au dernier moment que s'effectuera l'arrondi contractuel au millième supérieur). Il appartiendra au Titulaire du marché de soumettre au pouvoir adjudicateur la nouvelle grille de prix révisée en l'adressant obligatoirement 1 mois avant la date anniversaire au coordonnateur pour validation.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - Facturation

Les factures afférentes au marché sont établies en un seul exemplaire original, portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siren ou Siret et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro du marché subséquent
- le numéro de bon de commande
- le détail de la prestation exécutée et l'intitulé du marché
- le montant hors T.V.A.
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant
- le montant toutes taxes comprises de la facture
- le cas échéant, tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération
- la date d'exécution des prestations.

Le titulaire apportera un soin particulier à l'établissement de sa facture, et notamment il veillera à faciliter l'identification des prestations réalisées.

Les factures seront adressées en un exemplaire à chaque Caisse d'Allocations Familiales pour les prestations les concernant.

Ces factures pourront le cas échéant être envoyées par le biais de Chorus Pro.

7.2 - Echéances et périodicité des paiements

*** Pour la fourniture des balises et autres équipements**

La facturation des balises et autres équipements sera transmise après admission des matériels dans les conditions définies à l'article 10 du présent CCAP.

*** Pour les autres prestations** (mise à disposition de la solution logiciel Dati sur smartphone, maintenance des balises et de la solution smartphone, téléassistance.).

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG, ces autres prestations seront réglées à terme échu trimestriellement et forfaitairement.

7.3 - Délai global de paiement – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est calculé dans les conditions précisées aux articles L.2192-12 et suivants du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture par les organismes adhérents.

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros à son profit. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale

européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

7.4 - Modalités de paiement

Les paiements se feront, par chaque caf pour les prestations les concernant, à réception de facture sur service fait, par virement au compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement. L'unité monétaire retenue est l'Euro.

ARTICLE 8 – MODALITES DE GESTION DES COMMANDES ET ABONNEMENT

Le bon de commande portera :

. à la fois sur une demande d'équipement Dati (balise et/ou application smartphone) et de ses éventuels accessoires

.et à la fois sur une demande d'abonnement au service de téléassistance.

8.1 - Mode de passation des commandes

Chaque bon de commande émis contiendra :

- La référence du marché
- Le nom du titulaire
- Le type de solution Dati : balise et le cas échéant application smartphone
- Le cas échéant, le type d'accessoire demandé
- La date de la commande
- L'adresse de livraison
- L'adresse de facturation
- Le montant de la commande en euro HT/TTC
- Le délai d'exécution de la commande

Les demandes d'installation sont adressées au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire s'engage à accuser réception de toute demande selon les moyens de transmission employés.

Le délai de livraison des balises ou d'installation de l'application Dati sur smartphone ne pourra excéder 15 jours ouvrés à compter de la réception, par le titulaire, du bon de commande.

La gestion des demandes est incluse dans le prix. Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir du règlement de quelconque frais ou indemnités pour la programmation ou à quelque titre que ce soit.

8.2 - Gestion opérationnelle des demandes

Le titulaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer la réception, la gestion et le traitement des appels ;
- à prendre en charge toute nouvelle demande d'abonnement dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de l'envoi du bon de commande par l'organisme concerné.

8.3 - Résiliation d'abonnement

Si la résiliation s'avère nécessaire, les demandes de résiliation sont réputées effectives le jour de la réception du mail par le titulaire.

La gestion des demandes de résiliation est incluse dans le prix. Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir du règlement de quelconque frais ou indemnités.

8.4 - Dispositions générales

Les caractéristiques des prestations sont précisées dans chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage, envers le pouvoir adjudicateur, à :

- Assurer un suivi des commandes transparent ;
- Respecter les délais de livraison des balises et d'installation des applications sur smartphone.

ARTICLE 9 – TRANSPORT-LIVRAISON DES BALISES ET ACCESSOIRES

9.1 - Transport

Le titulaire prend en charge les frais de transport et est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du C.C.A.G-F.C.S.

Toute livraison égarée pour quelque motif que ce soit sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra être facturée au pouvoir adjudicateur. Elle devra être remplacée immédiatement afin de respecter les exigences posées au présent accord cadre.

Les fournitures doivent être transportées, emballées et livrées au lieu défini dans le bon de commande correspondant.

9.2 - Mode de livraison

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison, établi en trois exemplaires, comportant :

- La raison sociale de la société ;
- La nature des marchandises ;
- La date de livraison ;
- La référence au bon de commande et au marché avec obligatoirement la codification du produit ou les références exactes du catalogue ;
- La dénomination exacte de la fourniture livrée, les quantités livrées ;
- Les prix unitaires suivant les prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires ou dans le catalogue du titulaire ;
- Le lieu de livraison.

Un double lisible de chaque bon de livraison, contresigné du réceptionnaire (mention du nom et du prénom en MAJUSCULE) de la marchandise, sera impérativement joint à la facture correspondante.

Les fournitures pour lesquelles aucun bon de livraison n'aura été signé sont réputées non livrées. Le pouvoir adjudicateur déclinera toute responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration qui surviendrait suite au non-respect de cette recommandation.

ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISION APRES VERIFICATION

10.1 - Vérification quantitative et qualitative

Les vérifications quantitatives consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle effectivement livrée.

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées selon les modalités prévues aux articles 27 à 29 du CCAG FCS. Néanmoins, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai qui est imparti aux organismes pour procéder aux opérations de vérifications autres que celles prévues à l'article 28.1 et notifier leur décision est de 1 mois.

Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

10.2 - Décision après vérification

Suite aux vérifications, les décisions de refaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G-F.C.S. Néanmoins, l'admission prend effet, en l'absence de décision de l'organisme, dans un délai d'1 mois à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Si la livraison ou les prestations ne correspondent pas à la commande effectuée, le représentant du pouvoir adjudicateur peut la refuser. Le titulaire devra, à ses frais et sans délai, procéder à la reprise ou à la réexécution des prestations afin de garantir leur conformité.

En cas de mauvaises exécutions répétées, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché au tort du prestataire selon les conditions de l'article 41 du C.C.A.G- F.C.S.

10.3 – Opération de vérification spécifique au bon fonctionnement de l'application installée dans les smartphones propriété de l'acheteur

La décision d'admission, d'ajournement, de refaction ou de rejet de la prestation portant sur la mise à disposition de l'application (logiciel) est précédée par des opérations qualitatives de vérification spécifique.

10.3.1 Les opérations de vérifications qualitatives

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

La vérification d'aptitude intervient après l'installation du logiciel. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP. L'acheteur arrête sa décision selon les modalités précisées ci-bas. Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans le CCTP. La régularité du service s'observe pendant trente jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur. Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel

ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective (7jour/7, 24H/24h). L'acheteur arrête sa décision selon les modalités précisées ci-bas.

10.3.2 Les modalités de vérification :

S'agissant de la vérification d'aptitude, le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de trente jours à compter de l'installation du logiciel. Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, une nouvelle installation du logiciel peut être exécutée à la demande de l'acheteur.

A l'issue de la vérification de service régulier, l'acheteur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur. Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de trente jours ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

ARTICLE 11 – PENALITES

11.1 – Les cas de pénalités

Par dérogation au 14.1.1 du C.C.A.G-F.C.S, il est prévu les pénalités suivantes :

11.1.1 - En cas de retard dans la mise en œuvre de la solution commandée

20 € par jour calendaire/par équipement de retard.

11.1.2 - En cas de retard dans le remplacement ou la réparation des balises/applications défectueuses

20 € par jour calendaire de retard.

11.1.3 - En cas de dysfonctionnement dans la prise en charge des alertes

Sans préjudice des actions judiciaires et de résiliation que les organismes se réservent le droit d'engager, le titulaire se verra appliquer :

- °une pénalité de 100 € en cas de dysfonctionnement dans le déploiement adéquat des secours consécutifs :
 - à un mauvais fonctionnement des balises :

- . non fonctionnement du bouton d'alerte,
 - . non-détection d'une perte de verticalité, d'une chute brutale, d'une absence de mouvement anormale
 - . défaut dans la géolocalisation
- ou à la non-prise en compte de la géolocalisation des balises dans l'intervention des secours
- °une pénalité de 80 € dans les autres cas suivants de dysfonctionnement :
- absence de SMS d'alerte aux personnes prévues dans le protocole,
 - non-respect des règles du protocole en matière d'écoute active (procédure de levée de doute),

Le titulaire sera exonéré de ces pénalités s'il est en mesure de prouver que les dysfonctionnements ont pour origine une cause extérieure à lui : alerte déclenchée dans une zone blanche, non-respect par l'organisme des consignes d'utilisation des dispositifs d'alerte,...

11.2 -Règles générales relatives à l'application des pénalités

Les pénalités sont appliquées directement sans qu'il soit nécessaire de mettre le titulaire en demeure.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FGS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant et leur montant total n'est pas plafonné.

Les pénalités et retenues dont le titulaire serait redevable sont déduites du montant hors taxes de la facture. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, doit obligatoirement en informer l'organisme coordonnateur qui doit agréer les conditions de paiement du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

En tout état de cause, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre et des marchés subséquents vis-à-vis de l'ensemble des membres du groupement.

Si le montant des prestations confiées au sous-traitant est supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par l'organisme dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITES / ASSURANCES

13.1 - Responsabilité

Le titulaire de l'accord cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable des conséquences des faits et actes, commis, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

Toutefois, cette responsabilité ne saurait être recherchée lorsqu'il est établi notamment :

- Que les prestations ont été rendues impossibles par le fait du pouvoir adjudicateur ;
- Que les prestations effectuées ont été rendues inefficaces par des causes étrangères au titulaire telles que la mauvaise utilisation des installations objet des prestations, la détérioration ou la destruction par un tiers de ces installations à l'insu du pouvoir adjudicateur ;
- Un élément de force majeure.

13.2 - Assurances

Après la remise de l'offre, le titulaire désigné doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment demander au titulaire de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances imposées.

Le titulaire devra, en outre, garantir le pouvoir adjudicateur contre toute conséquence d'une contravention de son fait à la réglementation en vigueur.

Aucun règlement ne sera effectué en l'absence des justificatifs ci-dessus.

13.3 - Garantie de qualité de services et de respect des engagements

Le titulaire s'engage au respect des obligations définies dans le cahier des charges et à respecter les délais de résolution.

Si, du fait du titulaire, le niveau de performance et d'exigence requis dans la qualité des services n'est pas atteint, celui-ci s'engage à effectuer tous les compléments de prestations nécessaires pour tenir cet engagement sans frais supplémentaires.

ARTICLE 14 – OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

14.1 – Informations générales

Conformément à l'article 3.4.2. du C.C.A.G. – F.C.S, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du Coordonnateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À son adresse ou à son siège social,
- Aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

14.2 – Documents à fournir semestriellement

Le titulaire est tenu de remettre à l'organisme coordonnateur tous les six mois à compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre et ce jusqu'à la fin de son exécution les pièces prévues par l'article D8222-5 du code du travail (ou D8222-7 du code du travail en cas de titulaire établi ou domicilié à l'étranger ; ces pièces devant être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française).

Les pièces énumérées à l'article D8222-5 du code du travail et devant être fournies semestriellement à l'organisme coordonnateur, par le titulaire, sont les suivantes :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois
- L'un des documents mentionnés à l'article D8222-5-2° du code du travail, lorsque l'immatriculation du cocontractant au RCS ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée.

Ces documents devront être joints à la facture correspondante à l'échéance mentionnée. En cas de non-délivrance de ces documents à l'échéance précisée ci avant, le titulaire sera mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé réception, de les délivrer, ou de présenter des observations, dans un délai de 15 jours.

En cas de mise en demeure infructueuse, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il aura contrevenu à l'article D8222-5 du Code du travail.

14.3 – Confidentialité des données

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles toutes les informations qu'il pourrait recueillir à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Le personnel du titulaire est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte des différents organismes.

Le titulaire s'interdit tout usage personnel des données de base, des fichiers et des résultats de traitement, sans l'autorisation expresse de la CAF concernée.

D'une manière générale, les documents ou informations confiés dans le cadre de cet accord-cadre ainsi que les états et les documents provenant de leur traitement par le titulaire sont traités sous la plus stricte confidentialité.

14.4 – Le traitement des données personnelles au regard du RGPD

Le titulaire s'engage, par ailleurs à respecter le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD.

Ainsi, il est tenu au respect des clauses de la convention portant clauses de sous-traitance de traitement des données personnelles qu'il a signé lors de l'attribution du marché.

ARTICLE 15 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique et en complément de l'article 25 du CCAG-FCS, une clause de réexamen est prévue, en cas :

- d'évènement affectant fortement et durablement les prix,
- de difficulté importante voire de rupture d'approvisionnement de l'un ou plusieurs produits utilisés par le titulaire et nécessaires à la bonne réalisation de la prestation,
- de modification ou d'arrêt de fabrication de produit(s) ou référence(s) utilisés par le titulaire et nécessaires à la bonne réalisation de la prestation,
- d'envolée subite des prix (aléas climatiques, conflits, tensions géopolitiques ou autres événements imprévisibles indépendants de la volonté du titulaire et pouvant engendrer de fortes variations des cours mondiaux des matières premières ou une pénurie d'approvisionnement)

Ces évènements devront être documentés et justifiés par le titulaire du marché.

Outre les solutions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS, les parties pourront convenir de :

- procéder à une substitution de référence du matériel prévu dans l'offre initiale du titulaire (les nouveaux produits proposés devant être conformes aux spécifications figurant dans le CCTP) ;
- prolonger les délais d'exécution ;
- modérer les pénalités de retard ;
- modifier la régularité des révisions sur un rythme mensuel ou trimestriel ;
- convenir de la modification de la formule de variation pour la rendre plus appropriée à la conjoncture ;
- prendre en charge les surcoûts financiers supportés par le titulaire.

Ces modifications éventuelles du contrat feront l'objet d'un avenant.

En cas de rétablissement d'une situation économique stable et pérenne, quasi « normalisée », les clauses financières prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau, par simple échange de mail indiquant une date de prise d'effet.

ARTICLE 16 – RESILIATION

16.1 Cas général

L'organisme coordonnateur pourra résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG – FCS.

En complément, il est prévu que la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée par l'organisme coordonnateur sans mise en demeure préalable et sans indemnisation du titulaire en cas d'infractions caractérisées aux clauses contractuelles.

L'organisme coordonnateur aura la possibilité, par ailleurs, de prononcer cette résiliation aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

La résiliation du présent accord-cadre emporte résiliation de l'ensemble des marchés subséquents conclus sur son fondement.

16.2 En cas de non-conformité des appareils

En cas de non-conformité lors du premier test d'un appareil, le titulaire doit corriger ou remplacer l'équipement. Si le second test reste non conforme, un remplacement définitif est exigé, si ce défaut est lié à l'appareil. L'acheteur pourra aussi à la suite du second test resté non conforme procéder à un test élargi portant sur un échantillon significatif du parc des équipements de l'accord-cadre.

Est considéré comme échantillon significatif, tout ensemble d'appareils représentant au moins 5% du parc livré de l'ensemble des organismes adhérents à l'accord-cadre.

En l'absence de mise en conformité satisfaisante, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute sans indemnité pour le titulaire.

Le titulaire reste redevable du remboursement des appareils non conformes et des surcoûts éventuels liés aux opérations de substitution.

ARTICLE 17 – LITIGES

Pour le règlement des litiges découlant de l'exécution du présent accord-cadre, seul le droit français est applicable et les tribunaux français seuls compétents.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU C.C.A.G-FCS

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS notamment sur les points suivants :

Articles du CCAP dérogatoire	Articles du CCAG –FCS visés par la dérogation	Nature de la dérogation
Article 6.3	Article 10.1.1	Révision du prix
Article 7.2	Article 11.2	Modalités de règlement
Article 10.1	Article 28.2	Vérifications
Article 10.2	Articles 30.1	Vérifications
Article 10.3	Articles 28 et 29	Vérifications
Article 11.1	Article 14.1.1	Montant des pénalités de retard
Article 11.2	Article 14.1.2 et 14.1.3	Montant et application des pénalités de retard

-:-